



INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

Brèves

IRAN/COMMÉMORATION. LES ASSASSINS DE SOLEIMANI "NULLE PART EN SÉCURITÉ", AVERTIT TÉHÉRAN



Le chef de l'Autorité judiciaire en Iran, Ebrahim Raïssi (photo), a averti hier que les auteurs de l'assassinat du général iranien Qassem Soleimani, tué il y a un an à Bagdad dans une attaque américaine, ne seraient "nulle part en sécurité". Qassem Soleimani était le chef de la Force Qods, unité d'élite chargée des opérations extérieures des Gardiens de la Révolution, l'armée idéologique de la République islamique d'Iran.

MALI/DEUIL. L'ULTIME HOM-MAGE À SOUMAÏLA CISSÉ

Des personnalités maliennes et étrangères, des amis et des anonymes se sont pressés par milliers vendredi à Bamako dans un rare moment de concorde pour rendre un dernier hommage à Soumaïla Cissé, grande figure politique décédée le 25 décembre, à 71 ans, du Covid-19. La cour du Palais de la culture dans laquelle était exposé le cercueil drapé du drapeau malien n'était pas assez grande pour accueillir tout le monde, avant l'inhumation dans l'après-midi, a constaté un correspondant de l'AFP.

RDC/POLITIQUE. UN SÉNATEUR DÉSIGNÉ POUR IDENTIFIER UNE NOUVELLE MAJORITÉ PRO-TSHISEKEDI

Le président congolais Félix Tshisekedi a nommé le sénateur Modeste Bahati pour identifier une nouvelle majorité parlementaire en sa faveur après avoir mis fin début décembre à la coalition avec son prédécesseur Joseph Kabila, selon un communiqué lu vendredi à la télévision d'État. Le chef de l'État a confié "une mission d'information au [sénateur] Modeste Bahati Lukwebo pour identifier une coalition majoritaire à l'Assemblée nationale", selon ce communiqué de la présidence congolaise.

Royaume-Uni: la nouvelle vie de l'après-Brexit commence

Libreville/Gabon

E Royaume-Uni a ouvert hier une nouvelle page de son histoire. Tournant le dos à près d'un demi-siècle dans le giron européen, il a en effet entamé, en même temps que 2021, sa nouvelle vie d'après le Brexit, sans perturbations immédiates mais avec de nombreuses inconnues. Quatre ans et demi après le référendum de 2016, le Brexit, officiel depuis fin janvier, est devenu définitif à 23H00 locales et GMT jeudi (00H00 au Gabon) quand le pays a quitté le marché unique et l'union douanière à l'issue d'une période transitoire destinée à amortir le choc. Dans le Daily Telegraph, le Premier ministre Boris Johnson, grand artisan du Brexit, assure que 2021 sera "une année de changement et d'espoir", vantant l'accord de libre-échange conclu juste avant Noël avec Bruxelles. Hier matin, alors que les premiers ferries sont partis vers la France, le port anglais de Douvres est resté plongé dans le calme, sans les encombrements tant redoutés en raison des nouvelles formalités douanières et inspections entrées en vigueur. Des policiers vérifient que les routiers sont en règle et qu'ils sont négatifs au coronavirus avant de les laisser poursuivre leur route. Les entreprises doivent désormais se soumettre à des formalités dans les deux sens, et déclarer aux douanes françaises leurs marchandises, en amont sur internet, via le système informatique baptisé "frontière intelligente". L'accord commercial conclu in extremis avec Bruxelles ne prévoit certes ni quota ni droits de douane et évite un "no deal" dévastateur, mais le bouleversement est réel. La libre circulation permettant aux marchandises comme aux personnes de passer sans entrave la frontière a cessé - sauf entre l'Espagne et l'enclave britannique de Gibraltar, ainsi qu'entre l'Irlande du Nord et la République d'Irlande. Malgré ces nouvelles contraintes avec le principal marché du Royaume-Uni, le

conservateur Boris Johnson a fait



Grand artisan du Brexit, le Premier ministre Boris Johnson doit à présent gérer, au mieux des intérêts du Royaume-uni, l'après.

miroiter à ses compatriotes une nouvelle ère pleine de promesses et une place renforcée dans le monde pour son pays, comme champion du libre-échange. Des accords commerciaux ont déjà été signés avec une soixantaine de pays, dont le Japon, mais le compromis tant convoité avec les Etats-Unis pourrait buter sur le départ de Donald Trump, Brexiter convaincu contrairement à son successeur à la Maison Blanche, Joe Biden. Dans

l'immédiat, c'est un pays gravement endeuillé par la pandémie - plus de 73. 500 morts, l'un des pires bilans en Europe - et frappé par sa pire crise économique en trois siècles qui a quitté l'orbite européenne.

Gare aux fissures!

S'IL apparaît effectivement comme le grand artisan du Brexit et peut se féliciter d'avoir conjuré un "no deal" potentiellement dévastateur, Boris Johnson doit aussi tourner la page d'une saga orageuse qui l'a certes emmené au plus haut de l'échelle politique, mais a déchiré les Britanniques.

De fait, l'unité du Royaume est fissurée, en particulier du côté de l'Ecosse qui a voté à une large majorité pour rester dans l'UE et rêve d'indépendance. Ainsi, des retards sont-ils redoutés au Pays de Galles. Et si le calme régnait hier, des perturbations autour des ports sont anticipées avec la reprise d'activité à plein régime la semaine prochaine, si les nouvelles formalités ralentissent la circulation et allongent les files de camions.

Le port de Holyhead, par exemple, important terminal au Pays de Galles, proche de l'Irlande, pourrait connaître "des retards au cours des prochaines semaines", a prévenu sur Twitter le centre d'information routière gallois. Six chargements y ont été refusés hier car ils n'étaient pas en règle.

"Nous allons désormais voir les 80 milliards d'euros d'échanges commerciaux à travers la mer d'Irlande entre le Royaume-Uni et l'Irlande perturbés par beaucoup plus de contrôles et de déclarations,



La Première ministre écossaise Nicola Sturgeon : «L'Ecosse sera bientôt de retour, Europe.»

de la bureaucratie et de la paperasserie, et des coûts et retards", a regretté le chef de la diplomatie irlandaise, Simon Coveney, sur la BBC.

Mais c'est surtout du côté d'une Ecosse particulièrement remontée que les fissures menacent d'être profondes. "L'Ecosse sera bientôt de retour, Europe", a tweeté sa Première ministre Nicola Sturgeon, déterminée à organiser un nouveau référendum sur l'indépendance.

M. A. (Source : AFP)